

Politique théâtrale et théâtre politique

Robert Lévesque

Volume 39, numéro 2 (230), avril 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/32510ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lévesque, R. (1997). Politique théâtrale et théâtre politique. *Liberté*, 39(2), 105–112.

ROBERT LÉVESQUE

POLITIQUE THÉÂTRALE ET THÉÂTRE POLITIQUE*

Entrons au cœur du tabou pour dire la médiocrité intellectuelle de l'élite politique du Québec dans le champ de la culture (et accessoirement du théâtre...); cassons ce tabou pour prendre acte de la triste ignorance que cette élite, tous partis confondus, affiche face aux puissances et aux pouvoirs de l'art, car – provinciale jusqu'à la trogne – cette élite est incapable de saisir au-delà d'une gérance de comptables élus pour quatre ans l'importance fondamentale – dans une société – d'une culture intégrale et vivante dont la défense est inscrite dans une politique éclairée, et qui est donc une culture autre qu'entretenue, moribonde ou rentable, commerciale ou divertissante...

Incapable d'exigence et de hauteur de vue – et se délitant dans le ronron nationaliste et son contraire fédéraliste – cette élite gouverne depuis quatre décennies, depuis le décès de Duplessis dont elle n'a pas enterré bien creux le cadavre, une province-otage d'une caste renouvelable d'hommes et de femmes aux

* Extrait d'un essai à paraître en avril aux Éditions du Boréal dans la collection «Papiers collés», sous le titre *La Liberté de blâmer*. Avec l'aimable permission de l'éditeur et de l'auteur. Ce texte a déjà été diffusé à la chaîne culturelle FM de Radio-Canada, le 24 novembre 1996.

horizons restreints à la ligne des boîtes de scrutin, aux intérêts populistes, qui n'ont jamais eu, de la culture, l'ombre d'une idée dépassant d'un cran le concept affairiste et à leurs yeux rassurant des « industries culturelles »... Le vide sidéral de leur pensée en matière d'esprit et d'art les fait s'engouffrer en bande dans une bêtise jovialo-électoralo-simpliste...

Ni les fédéralistes ni les souverainistes, également étroits d'esprit et culturellement désarmés, n'ont jamais pu insuffler le début d'un commencement de mise en place d'une amorce de ce que l'on pourrait appeler une politique culturelle, donc encore moins une politique théâtrale... Oh ils « inventent » DES politiques culturelles, bien sûr, des gratteux au théâtre, des exemptions d'impôt, du beau bâtiment, des nouveaux formulaires, des petits quotas par-ci par-là, mais ils sont incapables de « penser » UNE politique...

Malgré tout, convaincus de « faire dans la culture » même si aucun des ministres qui a défilé ne pourrait soutenir une discussion littéraire ou esthétique, ils ont toujours été gras durs, nos trente ministres de la culture en trente-cinq ans, et... bon appétit, messieurs ! À la table c'est toujours à la bonne franquette : il y a eu d'un côté le fédéraliste habitué à se passer du vote des artistes et de l'autre le souverainiste assuré que les artistes de toute façon votent toujours du bon bord...

Remontons dans l'histoire récente. Il y a trente-cinq ans, en 1961, Georges-Émile Lapalme essuie les plâtres du premier ministère québécois des Affaires culturelles, le moment est important, car c'est là où tout aurait été possible, peut-être, si l'avocat Jean Lesage, le journaliste René Lévesque et « l'équipe du tonnerre », disait-on alors, y avaient cru en vrai à l'importance d'une pensée et d'une politique culturelle au sein du gouvernement, à la signification profonde qu'aurait eue le fait de faire

entrer l'art au sein du cabinet au même titre que l'agriculture... Mais force est de constater que ce n'étaient que des petits politiciens de province, y compris René Lévesque...

Alors l'occasion fut ratée, et nous payons le prix de cette lâcheté par un degré d'inculture généralisée exceptionnel dans un pays à l'éducation bousillée, et par une succession d'usurpateurs ministres de la culture aux comptabilités à courte vue, car – écrasons le tabou ou l'Infâme, comme dirait Voltaire – ce n'était qu'esbroufe de petite grandeur, hypocrisie rhétorique, intolérance à la culture, ou fausse et minable imitation du modèle de la France où, deux ans plus tôt, en 1959, André Malraux avait pris, lui, vraiment place à la table des ministres de De Gaulle...

Mais Malraux – simplement cela fait la différence entre un pays et une province – avait de la « culture » non seulement une connaissance universelle mais une haute idée qui dépassait les bornes de la subvention et de la bureaucratie, qui touchait à la définition et à l'élaboration d'un humanisme, à la protection éclairée d'un champ des libertés créatrices, à la quête de sens dans l'histoire et dans l'avenir; cette idée malrucienne de la culture rassemblait l'héritage du monde et accueillait les voix d'ailleurs, et pour Malraux – dont les cendres sont maintenant au Panthéon entre celles de Voltaire et de Hugo – il n'y eut pas de mission plus haute que la création artistique, l'art étant la seule valeur qui puisse sauver et rassembler les hommes...

Ici, alors même que la culture se devait d'être portée au centre des préoccupations et des décisions d'une révolution qui aurait peut-être été ainsi moins tranquille... et plus complète, on évacua sans discuter et sans aucun souci toute cette part de civilisation du champ de nos affaires électriques et routières à mener

rondement..., et on se contenta de donner un budget d'aiguise-crayons à Lapalme...

Les politiciens – y compris René Lévesque – faisaient alors des gorges chaudes au sujet de « la bébelle à Lapalme », et nous avons une fois encore, dans cette province où à peine onze ans plus tôt, en 1950, les évêques se permettaient d'interdire que l'on célébrât le centenaire de la mort de Balzac..., une pitoyable preuve que l'élite du Québec – duplessiste ou moderne – est incapable de sortir de sa bêtise et de son ignorance, de sa petitesse, de sa réclamation de butin, car elle est issue d'une société rurale, foncièrement craintive et, par effet de complexe d'infériorité, hostile à la fréquentation des libres voix de l'art... Et nous, nous vivons tant bien que mal dans les dégâts de ces désastres..., après que cette élite-là, qui a créé sans y croire un « ministère » de la culture, a présidé les yeux fermés à l'effondrement du système d'éducation...

Alors une politique théâtrale dans tout ça ? Pour en avoir une, il aurait fallu des gens pour la penser, qui se seraient comme par lévitation distingués du lot des comptables... portés par une vision exigeante et généreuse, ancrée non pas dans la consolidation de l'industrie mais dans le développement de l'art... ! Nous voulions imiter Malraux sans en avoir le désir, les moyens ni les aptitudes... Quand en France l'auteur du *Musée imaginaire* devint ministre, il y avait déjà – évidemment une culture, un passé, une histoire – des jalons posés pour l'avenir, il y avait dans les arcanes du pouvoir des esprits ouverts à la création et à l'art... Il y avait un Secrétariat aux beaux-arts... Maurice Fleuret était à la musique, Jeanne Laurent au théâtre, remarquables fonctionnaires de la culture qui n'ont jamais eu d'équivalents ici. C'est cette chère Jeanne Laurent – le manuscrit de *Godot* passa par son bureau – qui avait en

1951, sur le parvis de Saint-Sulpice lors des funérailles de Jouvet, confié Chaillot à Jean Vilar qui n'en fit rien de moins que le TNP...

Malraux, en 1959, ne surgissait pas d'un chapeau comme ce pauvre Lapalme, l'écrivain-ministre renouait les fils d'un mécénat d'État remontant à Louis XIV (c'est Stendhal qui pouvait dire: «Molière fut un écrivain gouvernemental»...); Malraux reformulera des politiques en fonction de son siècle et du droit à la culture pour tous: au TNP s'ajouteront les centres dramatiques régionaux, ce sera la fameuse décentralisation, les maisons de la culture, Villeurbanne, les théâtres publics, la décision de ne pas subventionner le théâtre de boulevard, et bien sûr le ravalement des façades, et puis les plafonds peints, petite manie de grand homme qui voulait en levant la tête voir encore de l'art, ce qui nous vaudra le plafond d'André Masson à l'Odéon, celui de Chagall au Palais-Garnier, toutes choses qui, plus qu'une aide aux artistes, vont vers une véritable diffusion de l'art dans les veines de la ville et vers une éducation par l'art sans vulgarisation aucune, ce que Vilar résumera par sa formule civique et célèbre: «un théâtre élitare pour tous»...

Loin de moi l'idée de glorifier outre mesure Malraux qui eut sa trahison lorsqu'il laissa tomber Jean-Louis Barrault en mai 1968, l'écartant de l'Odéon parce qu'il y accueillait les étudiants du joli mai. Ce que je veux dire, c'est que l'on ne crée pas un ministère de la culture si l'on ne croit pas à la prédominance de la culture sur la vie des gens et sur le devenir et l'histoire d'une société...

On a donc ceci: un personnel de gratte-subventions, des directeurs de service qui ne vont pas au théâtre, des ministres passant là en attente d'une «promotion» ailleurs, une désespérante absence de vue, l'impuissance

à évoquer l'ombre d'un début de politique qui serait autre chose que la modernisation du guichet des demandes selon des critères bruts, industrie paperassière marchant dans un vide intellectuel, donnant à l'un, à l'autre, sans égard aux différences de culture et d'intérêt artistique entre l'un et l'autre, et sans esprit, sans choix, comme si à Paris on donnait autant à Robert Hossein qu'à Patrice Chéreau...

Il n'y a pas de politique culturelle au Québec mais des institutions gonflées et cancéreuses, des Mirabel, et il n'y a pas de politique théâtrale car, s'il y en avait une, on cesserait de subventionner le populisme de la compagnie Jean-Duceppe et le gâtisme du Rideau-Vert, ce qui serait un minimum de départ indiquant que l'État n'encourage plus la médiocrité (qui peut se maintenir toute seule...) mais soutient dorénavant les créateurs de pointe, ceux qui prennent des risques, qui interpellent leur époque, ceux qui dialoguent dans l'art, qui sont au Théâtre Ubu, à Carbone 14, avec des décennies de preuves faites; on donnerait alors tous les moyens d'une très grande compagnie au TNM, plus que ceux que Jean Gascon réclamait en 1966..., on miserait sur l'avenir des troupes (les Gens d'en bas à Rimouski, les Têtes heureuses à Chicoutimi) qui désespèrent de tenir le coup en province en offrant autre chose que du théâtre débile, c'est-à-dire qu'on ferait enfin le choix entre le commerce pour public ciblé (qui n'a qu'à se défendre tout seul) et la sauvegarde de ceux qui ont assez de passion et d'innocence pour chercher autre chose qu'un public cible, et qui fréquentent le répertoire universel avec des yeux inquiets et interrogateurs, ou qui, pour créer de nouvelles formes et lancer de nouveaux cris, puisent en eux les ressources infinies des mélancolies muettes qui font écriture, et théâtre, dans

l'ordre si sauvage et si libre du sacré, et dans le tissu si tragique du siècle.

Ce serait alors une politique de l'avenir, de l'exigence, de la recherche, une politique décomplexée... ; mais qui ? Qui, dans ce médiocre système paperassier, aura l'audace de mener une politique qui pointe la qualité, la soutient, la privilégie au détriment des autres quémandeurs de sous... ? Encore faudrait-il des gens capables de pointer la qualité... dans une largeur de vue progressiste... Qui pourrait établir une idée directrice dans le soutien public à l'art quand notre système gouvernemental refuse globalement ce type de visionnaires pour demeurer dans sa crasse bureaucratique et électorale, la culture étant pour lui, indécrottablement, une bébelle... ? Oh une bébelle dotée des plus bétonnés musées et théâtres, avec galas et festivals, mais nous sommes des pauvres bien fringués le soir de première, nous sommes les dindons d'une farce qui, d'une législature à l'autre, multiplie en mauvais gags les plus ineptes politiques culturelles...

On a raison de désespérer du Québec, cette province qui joue à l'État et pisse sa médiocrité à tous les étages ; elle pue d'un sous-communisme qui ne dit pas son nom, et qui subventionne Jeanne Jacques et Paul uniquement aux papiers remplis, remis à temps, budgets promos bien en vue ; la présidente du « Conseil des arts et des lettres » affirme, en faisant part de ses « orientations », qu'il faut « porter une attention particulière à ceux qui font du développement de publics »... Il y a un « s » à public quand on parle ainsi au Québec, car on est dans le commerce, et dans la merde, puisque personne n'aura compris que c'est le théâtre qu'il faut développer, pas « les publics »... ! En s'exprimant, ce dernier pion de la culture dit aux artistes : l'important

c'est que vous remplissiez la salle ! Cette politique-là – car c'en est une – est une politique de boutiquier.

État lamentable d'une société pilotée à vue par une élite limitée sur le plan intellectuel et névrosée sur le plan politique, une part d'elle aux trousses d'une souveraineté de plus en plus absurde, et l'autre immobile, arrêtée, incapable de s'élever le nez au-dessus d'une ligne de flottaison... On trouvera là les ferments de la seule politique culturelle – et théâtrale – qui ressorte de cet abrutissement d'élite, la politique de « la p'tite vie ».